

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89, rue Weber
CS 52 002
30907 NÎMES Cedex 02

NÎMES, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CISBIO BIOASSAYS

BP 84175
30200 BAGNOLS SUR CEZE

Références : 2023-01-
Code AIOT : 0006600441

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement CISBIO BIOASSAYS implanté Parc Marcel Boiteux BP 84175 30200 CODOLET. L'inspection a été annoncée le 13/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CISBIO BIOASSAYS
- Parc Marcel Boiteux BP 84175 30200 CODOLET
- Code AIOT : 0006600441
- Régime : Autorisation

La société CISBIO BIOASSAYS est implantée sur la commune de Codolet dans le périmètre du site nucléaire de Marcoule. Elle est spécialisée dans la recherche et la fabrication d'outils de diagnostics à usage médical. Elle est réglementée par un arrêté préfectoral d'autorisation n° 16.052N du 25 mai 2016 au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Son activité de kit avec traceurs radioactifs est arrêtée depuis juillet 2022. L'activité s'oriente désormais vers le développement de produits de caractérisation avec par exemple des traceurs fluorescents. Cette entreprise appartient au groupe américain Perkin Elmer, un leader global dans le domaine des sciences du vivant. Le site emploie 159 personnes actuellement.

Les thèmes de visite ont été identifiés dans le courrier de confirmation de l'inspection adressé à l'exploitant le 13 décembre 2022. Ils ont porté notamment sur les équipements sous pression et les produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction- Généralités

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
2	Règlement Reach	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.1.1	/	Sans objet
3	renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.5.2	/	Sans objet
4	stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 5.1	/	Sans objet
5	projet de cessation partielle d'activité	Décret du 19/08/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, liste à jour des équipements sous pression
Prescription contrôlée : III – L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et prochaine requalification périodique.
Constats : Une liste des équipements sous pression a été présentée le jour de l'inspection. Cette liste contenait les éléments requis. En particulier, l'appareil 112469 a été vérifié, cet autoclave était bien doté de sa plaque constructeur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règlement Reach

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 7.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, connaissance des produits et étiquetage
Prescription contrôlée : l'exploitant doit avoir à sa disposition les documents nécessaires à l'identification des substances et des produits et, en particulier, les fiches de données sécurité à jour pour les substances chimiques et les mélanges présents sur le site.
Constats : La FDS du "PFA 056460" a été consultée. La version présentée date du 22.07.2022. Elle est conforme au Règlement Reach .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 1.5.2
Thème(s) : Autre, renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant leur échéance.
Constats : Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières a été validé par courrier du 23 octobre 2018. Une attestation de cautionnement à hauteur de 500 000 euros a été fournie. L'engagement de cette caution a pris effet le 21 novembre 2018 et expire le 20 octobre 2023. --> L'exploitant est invité à fournir une nouvelle attestation du même montant au moins trois mois avant le 20 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2016, article 5.1
Thème(s) : Risques accidentels, conditions de stockage des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets internes à l'établissement sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts visés à l'article L 511-1 et L 541-1 du code de l'environnement.
Constats : Les zones de stockage des déchets chimiques ont été visitées lors de l'inspection. Ces zones de stockage étaient bien dotées de rétentions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Projet de cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Décret du 19/08/2021
Thème(s) : Autre, nouvelle procédure en cas de cessation partielle d'activité
Prescription contrôlée : Remise, lors de l'inspection, d'un guide émis par le Bureau Sol et Sous Sol de la Direction Générale de la Prévention et des Risques relatif aux nouvelles procédures applicables depuis le 1er juin 2022 lors de la cessation d'activité des ICPE.
Constats : La société Cisbio a déclaré, par courrier du 19 avril 2022, cesser toute activité nucléaire à compter du 30 juin 2022. L'activité de ces sources non scellées était inférieure au seuil de classement ICPE de la rubrique 1716 de la nomenclature des ICPE et par conséquent non classable. Dans ce même courrier la société CISBIO indiquait poursuivre la gestion de ses déchets radioactifs jusqu'à leur décroissance estimée à l'été 2025. Cette activité est classée à autorisation dans l'arrêté préfectoral du 25 mai 2016 au titre de la rubrique 2797. --> La société CISBIO devra donc déclarer la cessation partielle d'activité à la préfecture du Gard au moins 3 mois avant l'évacuation des derniers déchets radioactifs et fournir les attestations d'une entreprise certifiée que les étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite